
Mobilité, identité et la nouvelle économie politique : une ethnographie multi-sites

Monica Heller (Université de Toronto) monica.heller@utoronto.ca
Michelle Daveluy (Université Laval) michelle.daveluy@ant.ulaval.ca
Gabriel Asselin (Université d'Alberta)
Lindsay Bell (Université de Toronto)
Mireille McLaughlin (Université d'Ottawa)
Hubert Noël (Université de Moncton)
Maurice Beaudin (Université de Moncton)

Sommaire

Ce projet porte sur la mobilité des francophones. Elle est depuis longtemps une réalité pour plusieurs d'entre eux, mais elle est trop souvent ignorée autant par les chercheurs que par les instances au pouvoir.

Pour saisir la mobilité des francophones, nous avons étudié le nord du Nouveau-Brunswick, le nord de l'Alberta et les Territoires du Nord-Ouest.

Le nord du Nouveau-Brunswick fournit une quantité de travailleurs au nord-ouest canadien, ceux-ci voyagent donc plus loin qu'ils ne le faisaient auparavant. Le revenu gagné au loin est souvent investi dans le milieu d'origine, qui, lui, essaie en même temps de réinventer sa base économique et d'attirer des immigrants. Les travailleurs doivent se qualifier et apprendre l'anglais que ce soit pour partir, pour rester ou pour revenir.

Dans le nord-ouest du Canada, il est difficile de créer des structures communautaires francophones car une grande proportion de la population est diversifiée et mobile. Néanmoins, il existe de telles structures, qui en fait finissent par développer une relation mutuelle avec une population mobile : l'une sert de tremplin pour l'autre. Mais pour la plupart des travailleurs, le fait d'être francophone est important surtout dans l'organisation des groupes de travail ou la circulation d'informations et d'entraide.

On peut identifier trois profils de mobilité dans les histoires que les participant-e-s ont racontées:

- 1. devoir et espoir: se déplacer pour gagner sa vie, pour subvenir aux besoins de sa famille;*
- 2. maximiser les opportunités: se déplacer pour améliorer sa palette d'expériences, se donner de meilleures chances de réussite dans un domaine à forte concurrence, améliorer ses conditions de retraite;*
- 3. l'aventure et la liberté: se déplacer comme mode de vie, poursuivre le rêve d'aventure et de découverte. Le Nord est très symbolique à cet égard.*

La francophonie canadienne se considère depuis longtemps comme une collectivité ancrée dans certaines zones du pays, attachée au territoire, légitime par sa présence historique. Cependant, ces histoires de mobilité sont aussi des façons de vivre sa francophonie - nous dirions même qu'elles sont des éléments essentiels à sa construction.

C'est quoi être francophone au Canada?

Au Canada on parle souvent des communautés ou des collectivités francophones comme si elles étaient (ou cherchaient à être) ancrées dans un lieu. La mobilité devient alors un problème. Mais la mobilité est une réalité pour une proportion importante des francophones, et ce depuis longtemps. Les gens se déplacent pour diverses raisons, par exemple, chercher du travail, pour préparer leur retraite, pour apprendre l'anglais (ou, de nos jours, l'espagnol), pour voir le monde, pour vivre le rêve nord-américain de la nature et de la paix.

Souvent, ce sont des déplacements sans changement d'adresse, que les études basées sur les recensements ne captent pas. Or, la plupart des politiques relatives à la francophonie canadienne, au travail ou à la migration, se basent uniquement sur les recensements. Nous cherchons à jeter une autre lumière sur le phénomène en décrivant non seulement les autres formes de mobilité vécues, mais aussi justement comment elles sont vécues par les multiples franco-mobiles que nous avons pu rencontrer. Surtout, nous décrirons ici comment mobilité et vitalité (linguistique et communautaire) s'appuient l'une sur l'autre.

Ce résumé de nos résultats est divisé en deux parties. La première partie mise sur les liens entre les régions qui envoient de la main d'œuvre et celles qui la reçoivent. En gros, ce sont les bastions traditionnels de la francophonie canadienne, les régions d'extraction de ressources naturelles dans l'est du Canada, qui à la fois tentent de réinventer leur base économique et de placer leur main d'œuvre dans les nouvelles frontières d'extraction. Il y a plusieurs de ces exemples, mais nous nous sommes concentrés sur la Péninsule acadienne et Restigouche dans le nord du Nouveau-Brunswick (N.-B.). De l'autre côté du Canada, nous avons regardé la francophonie du nord de l'Alberta et celle du sud des Territoires du Nord-Ouest. Entre les deux et d'autres endroits (Québec, Terre-Neuve, Mexique...) les gens voyagent, se parlent au téléphone, se rendent visite, s'envoient de l'argent – ou attendent le dégel ou un coup de téléphone. Leurs mobilités sont bien plus compliquées que le simple fait de partir du point A pour arriver au point B; elles sont aussi fortement structurées par le gouvernement et les employeurs.

La deuxième partie mise sur les stratégies de mobilité des individus : leur position, leurs liens, leurs présents et leurs avenir, c'est-à-dire comment ils et elles naviguent les possibilités et les obstacles qui se présentent à eux, entre devoir et espoir. Cette deuxième partie explore aussi les conséquences de ces expériences sur la façon de s'imaginer être francophone au Canada. La francophonie canadienne a deux faces : le côté institutionnel et communautaire, et le côté mobile. Le premier offre des emplois et du soutien au deuxième, qui offre un revenu et de la main d'œuvre au premier. Mais ils ne partagent pas toujours les mêmes rêves et ne dessinent pas toujours les mêmes avenir.

Où sommes-nous allés? Avec qui avons-nous parlé?

Pour saisir les mobilités francophones, notre équipe de recherche a dû voyager! Au Nouveau-Brunswick nous avons réalisé 25 entretiens avec des individus, parfois seuls, des fois en couple ou en groupe. Nous avons participé aux activités et assisté aux événements culturels ou économiques de 7 associations, dont le Congrès mondial acadien d'août 2009. Nos recherches nous ont amenés à Moncton, Shippagan, Tracadie, Lamèque, Caraquet, Dalhousie, Charlott, Bathurst et Campbellton. Les gens que nous avons rencontrés étaient impliqués soit dans le renouveau économique de leur région ou dans l'emploi dans les zones économiques en croissance ailleurs (des zones urbaines comme Montréal,

ou des zones d'extraction de ressources, comme Fort McMurray). En Alberta, on a réalisé 87 entretiens avec des individus, observé 4 associations, et assisté à nombre d'événements culturels ou économiques dont *S'outiller pour sa communauté*, *Winterplay*, et le *Jour du souvenir dans des écoles*. Nos activités dans le nord de l'Alberta nous ont emmenés dans les villes d'Edmonton, Beaumont, Fort McMurray et Cold Lake. Les entretiens que nous avons complétés à Cold Lake incluaient des individus s'étant déplacés en Alberta pour profiter d'opportunités d'emploi ainsi que des militaires se retrouvant dans la région suite à une assignation à la base de la 4^{ième} Escadre de Cold Lake. Quant aux Territoires du Nord Ouest, des francophones de chaque région du Canada s'y retrouvent et, de plus en plus, d'à travers le monde. Une des chercheurs, Lindsay Bell, a passé 18 mois aux TNO pour saisir les trajectoires des individus et des institutions ainsi que les changements économiques en cours. À Yellowknife et Hay River, notre équipe a réalisé 28 entretiens avec des individus, observé les activités de quatre associations, et assisté à 12 événements culturels ou économiques (foire d'emplois, spectacles, réunions des associations culturelles, événements de réseautage, soupers multiculturels). Les entretiens ont eu lieu dans des endroits divers: chez les participants, à leurs camps de travail, dans des cafés, même en avion pendant le vol Yellowknife - Hay River. Enfin, pour explorer davantage le phénomène d'urbanisation on a aussi réalisé 4 entretiens à Toronto.

Les conditions de mobilité

Le Nouveau-Brunswick et la production de travailleurs mobiles

Les assises traditionnelles de l'économie de l'est du Canada reposent en grande partie sur l'extraction et la transformation de ressources naturelles. C'est le cas notamment du nord du Nouveau-Brunswick où les pêcheries, la foresterie, l'industrie minière ou encore celle de la tourbe constituent le moteur économique de la région. Ces secteurs d'activité et les emplois qu'ils génèrent dépendent en grande partie de la disponibilité des ressources en question et de leur valeur sur les marchés où elles sont échangées. Entre la crise du poisson de fond menant au moratoire sur la pêche à la morue au début des années 1990 et la crise du crabe de 2003, l'industrie de la pêche se développe dans l'incertitude, particulièrement dans la Péninsule acadienne. Les autres secteurs économiques sont eux aussi marqués par un avenir incertain: plusieurs usines de pâtes et papiers et des mines situées surtout dans les régions du Madawaska, du Restigouche, de Bathurst ou de Miramichi sont aujourd'hui fermées.

Ces restructurations des secteurs primaires et secondaires ne sont pas sans avoir des effets sur les trajectoires des travailleurs du nord du Nouveau-Brunswick. Plusieurs travailleurs sont appelés à faire valoir leurs compétences dans d'autres régions du Nouveau-Brunswick, du Canada et du monde. En fait, ce phénomène n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau par contre ce sont les nouvelles frontières d'extraction où se déplace cette main d'œuvre mobile: plutôt que de se rendre au Massachusetts, au Québec ou en Ontario, de nombreux travailleurs tentent aujourd'hui leur chance au nord de l'Alberta ou aux TNO dans des industries primaires en plein essor et en manque de main-d'œuvre comme par exemple l'extraction des sables bitumineux.

Parallèlement à ce va-et-vient de travailleurs, les acteurs sociaux du nord du N.-B, appuyés par des programmes gouvernementaux pour y attirer l'immigration et y retenir la jeunesse, tentent de réorienter les bases de l'économie locale. D'une part, on assiste à la diversification des ressources d'extraction et d'élevage surtout de ressources indigènes: en mer, le concombre de mer, l'huître ou la moule ; sur terre, le bleuets et la canneberge. D'autre part, on assiste à la diversification du discours et des modèles économiques : accent sur l'entrepreneuriat local, réorganisation du mouvement coopératif,

expansion de l'économie du savoir et accroissement des initiatives en tourisme et en production culturelle.

Ces initiatives connaissent des résultats divers. Avant tout, les participants nous ont parlé des défis qu'ils rencontrent sur le terrain du développement économique du nord du Nouveau-Brunswick. Sur le plan de la rétention démographique, les défis premiers sont : 1) d'identifier des produits à valeur ajoutée, et des vendeurs sur les marchés mondialisés qui mettent en valeur les infrastructures locales et les compétences de la main d'œuvre; 2) le cas échéant, d'amener la main d'œuvre locale à adapter leurs compétences pour une économie de plus en plus axée non plus sur le travail d'usine, mais sur les technologies de pointe et l'entrepreneuriat; 3) de former la main d'œuvre à la recherche d'emplois dans ce nouveau paysage économique; 4) de retenir une jeunesse de plus en plus éduquée, qui cherche des opportunités de carrière de plus en plus cosmopolites; 5) l'accueil réussi et la rétention de la main d'œuvre internationale.

L'Alberta, les Territoires du Nord-Ouest et l'emploi

Le déclin de l'industrie de la pêche dans l'est du pays est arrivé à peu près en même temps que la levée des restrictions sur l'exploitation des sables bitumineux dans le nord de l'Alberta qui étaient imposées par le gouvernement fédéral. De nombreux travailleurs sont donc venus dans l'ouest combler une pénurie de main d'œuvre qui perdure depuis. Plusieurs de ces travailleurs viennent des Maritimes, mais un contingent important de Québécois fait aussi partie de ce mouvement de population. Les relations entre les Franco-Albertains, les Acadiens et les Québécois sont au cœur de la dynamique sociale de Fort McMurray, à laquelle s'ajoute la présence de migrants francophones d'origine africaine.

D'autre part, dans le nord de l'Alberta, le triangle du pétrole est constitué depuis longtemps d'Edmonton, Fort McMurray et Cold Lake (le développement autour de Peace River étant plus récent). Dans ce triangle, il y a complémentarité entre l'industrie du pétrole, les Forces canadiennes et la communauté franco-albertaine. En effet, les militaires prennent souvent leur retraite relativement jeune et les compétences qu'ils ont acquises dans les Forces (en ingénierie, en communication, en gestion, etc.) sont pertinentes dans l'exploitation des sables bitumineux, où ils se recyclent. Dans le triangle du pétrole, les institutions de la société civile et celles du monde militaire contribuent conjointement sans pour autant collaborer ouvertement à la vitalité de la communauté franco-albertaine qui se nourrit de la mobilité de tous les francophones venus dans la région pour diverses raisons.

Quant au grand nord, les francophones y arrivent autant par plaisir que par nécessité. Leurs séjours peuvent être de courte ou de longue durée. Certains proviennent de régions du Canada où le déclin des secteurs primaires et secondaires se produit; c'est non seulement le cas du Nouveau-Brunswick, mais aussi le nord du Québec et de l'Ontario. Pour ces individus et leurs familles, les TNO offre des opportunités d'emplois dans plusieurs secteurs. L'industrie primaire (diamants, pétrole) dans la région crée des projets de développement d'infrastructures (ponts, maisons, autoroutes) ayant besoin de main d'œuvre. Le secteur public bilingue (militaire, gouvernement) ainsi que le réseau institutionnel francophone (écoles, médias, associations culturelles ou de développement communautaire) attirent également des travailleurs francophones, mais principalement du Québec. Il y a aussi des gens qui arrivent dans le nord pour apprendre l'anglais, pour gagner de l'expérience de travail, ou souvent les deux, surtout pour ce qui est de professions particulièrement compétitives et nécessitant une connaissance de l'anglais (comme le journalisme, l'aviation, et parfois l'enseignement). Finalement, plusieurs jeunes franco-mobiles sont à la recherche de l'aventure et apprécient le côté plein air et liberté des TNO.

Qui est mobile? Pourquoi?

On peut identifier trois profils de mobilité dans les histoires que les participant-e-s ont racontées, des histoires à la manière de coureurs des bois modernes. D'abord, la mobilité par *devoir et espoir*, entreprise pour le travail, souvent par nécessité pour la survivance de base. Ensuite, pour *maximiser les opportunités*, par exemple pour de meilleures possibilités de carrière ou de formation. Finalement, pour vivre le rêve nord-américain de *l'aventure* et de *la liberté*.

Plusieurs des franco-mobiles le sont donc par nécessité. Sans travail, ils se déplacent pour gagner leur vie, souvent aussi pour subvenir aux besoins de leur famille. Devant l'impasse, ils décident de tenter le tout pour le tout, à l'autre bout du monde. La plupart ont pensé qu'il s'agissait d'un plan à court terme (cinq ans est souvent mentionné) mais la situation perdure plus souvent qu'autrement malgré les difficultés (l'isolement, l'ennui, le mal du pays, etc.) et les rudes conditions de travail.

Les avantages de la mobilité sont tout de même nombreux, dont les bénéfices financiers qui procurent une sécurité appréciable et quelques extras. Les franco-mobiles qui le sont depuis longtemps parlent aussi ouvertement de l'espoir propre à ce mode de vie comparativement au désespoir endémique qu'ils retrouvent quand ils vont en vacances ou en visite d'où ils sont venus. Ils sont dans l'action, beaucoup plus en contrôle de leur destinée malgré tout et ils perdent intérêt face à l'immobilisme.

La mobilité c'est aussi savoir saisir une occasion quand elle se présente. Pour plusieurs, elle fait partie d'un plan de carrière, de formation ou de migration proprement dite pour améliorer sa palette d'expériences ou son sort, surtout lorsque la concurrence dans son domaine est forte. Bien que conçue comme ponctuelle, la mobilité s'inscrit dans la durée. Pour plusieurs retraités, c'est la dernière chance avant de vraiment s'arrêter, le bonus qui permettra que la retraite soit vraiment dorée. Pour les jeunes retraités, comme les militaires, il s'agit de se recycler dans un mouvement latéral pour que des compétences acquises à la dure dans un milieu exigeant rapportent autant que possible. Pour les militaires, les professionnels (journalistes, avocat-e-s, enseignant-e-s) et les artistes, le réseau institutionnel francophone (écoles, services gouvernementaux, centres culturels...) crée aussi des mobilités, en offrant des emplois et des formations souvent à court terme.

Mais il y a aussi les purs et durs : ceux et celles qui sont partis pour partir. Parmi ce lot, il y a ceux et celles qui s'intègrent mal dans les dynamiques locales dans leur lieu d'origine. Il y a aussi ceux qui partent encore et toujours, tout simplement, parce que c'est leur façon de vivre. Ils reviennent cycliquement dans des lieux qu'ils fréquentent depuis un certain temps sans s'y ancrer jamais. Enfin, il y a ceux qui poursuivent leur rêve d'aventure et de découverte. Pour eux et elles, le réseau institutionnel francophone peut servir de pont ou de tremplin.

Les franco-mobiles et leurs liens d'attache

Même si la mobilité demeure un phénomène masculin par excellence, les femmes et des familles entières se déplacent aussi. Cela n'est pas nécessairement nouveau mais la mobilité des femmes et des enfants est peu discutée par rapport à celle des hommes. Pourtant, plusieurs des personnes que nous avons rencontrées sont mobiles dans le cadre d'un projet familial. Parfois les jeunes qui se sont déplacés en premier attirent leurs parents qui approchent la retraite, parfois c'est l'inverse ; ensemble c'est à la fois plus fructueux et moins pénible que de travailler aussi intensément. Souvent, ce sont d'autres membres de la parenté (oncle, cousine...), des amis ou des collègues de travail de là-bas que l'on recrute emploi en mains : le bouche-à-oreille demeure une stratégie de recrutement cruciale (et reconnue comme telle par les employeurs). Ce mode de recrutement, typique de la grande industrie, reproduit celui qui ferait de plus en plus défaut dans les régions d'origine, où l'embauche et l'entrepreneuriat seraient en train de se fragmenter et de se formaliser.

Cela adoucit la vie sur place que de recréer (relocaliser) son réseau social. Cependant, ce n'est pas toujours uniquement de l'altruisme car chacun y trouve son compte. Pour certains, se réadapter à la vie de couple et de famille est un défi ou à tout le moins contradictoire avec la façon de vivre qui est devenue la leur depuis le temps que le travail les a éloignés.

Car il demeure qu'un profil important c'est le travailleur qui quitte sa communauté, seul ou parfois avec quelques membres de la famille, parfois en couple. Son chèque de paye est réinvesti dans le milieu d'origine, pour contribuer à faire vivre ou améliorer les conditions de vie d'autres membres de la famille, pour acheter ou maintenir de la propriété chez soi (un terrain, une maison, une voiture, un camion), pour s'assurer de bonnes conditions quand on rentre temporairement ou pour toujours. On peut investir aussi dans des plans de retraite ailleurs, ou dans le milieu que l'on habite quand on ne travaille pas, milieu choisi pour son confort, aussi loin du milieu d'origine que du milieu de travail. Car même ceux et celles qui revendiquent un statut de « citoyens du monde », ou du moins de la francophonie ou du Canada entier, s'orientent dans leur histoire de vie par rapport à un lieu d'origine, même si celui-ci leur est en réalité assez peu familier; ils et elles se définissent par opposition à ceux et celles qui « restent ». Cette orientation crée nécessairement une tension autour de la possibilité ou l'intérêt de se dire « de la place », quand les employeurs à Fort McMurray ou dans les TNO commencent à exiger une adresse locale, mais peut aussi légitimer la participation à un réseau francophone national voire international.

Les présents et les futurs alternatifs

La mobilité s'inscrit donc dans des projets de construction de présents et de futurs alternatifs. Il s'agit d'acquérir les ressources non disponibles ou difficilement accessibles autrement, soit parce que les ressources mêmes sont rares voire disparues, soit parce qu'on est mal placé (manque de formation, de moyen de transport...), soit parce que la concurrence est féroce (comme dans l'aviation). Pour certains, l'objectif c'est de pouvoir rester ancré dans son milieu, même si cela nécessite une mobilité constante pendant longtemps, ainsi que l'acquisition formelle ou sur le tas de nouvelles habiletés (l'anglais, les métiers). Pour d'autres, l'objectif est de pouvoir se réinventer afin de mieux circuler, ce qui normalement nécessite minimalement l'apprentissage de l'anglais – et ce qui peut devenir une motivation en soi pour les premiers pas en dehors de son milieu.

La francophonie canadienne mobile et ancrée, visible et invisible

La francophonie canadienne se considère depuis longtemps comme une collectivité ancrée dans certaines zones du pays, attachée au territoire, légitime par sa présence historique. Cependant, les histoires de mobilité que nos participant-e-s nous ont racontées sont aussi des façons de vivre sa francophonie ; nous dirions même qu'elles sont des éléments essentiels à sa construction.

Mais la francophonie finit par garder sa pertinence de différentes manières. Celle qui se vit surtout comme catégorie de travail demeure importante par son rôle dans la construction des liens avec le milieu d'origine et du réseau social qui organise la mobilité et la survie sur place. Elle peut aussi devenir importante en milieu de travail par rapport aux autres travailleurs (les « Frenchies » se distinguant des « Newfies » ou des « Nova Scotians » -- en tout cas jusqu'à ce que tous deviennent « Canadiens » face aux travailleurs étrangers). Celle qui se vit comme catégorie culturelle organise aussi une mobilité, mais où le réseau institutionnel reproduit une mobilité au service de la construction de l'image de collectivités ancrées. Les deux types se croisent souvent au sein des familles, mais pas toujours, produisant ainsi deux catégories de francophones : ceux qui sont visibles et ceux qui sont invisibles aux yeux du public.

Publications

Voici certains des textes que nous avons produits au sujet de ce projet. Vous pouvez avoir accès à ces textes ainsi qu'à la liste complète de nos publications par internet : www.oise.utoronto.ca/crefo, en cliquant sur le titre du projet sous la rubrique « recherches ». Ou bien envoyez un message à Monica ou à Michelle.

Asselin, Gabriel (2010) «Military brats and oil patch kids: mobile families and the school environment». Colloque, *American Anthropological Association Annual Meeting*, 16 novembre 2010, Nouvelle-Orléans, USA.

Beaudin, Maurice (2011) «Pratiques pouvant appuyer la prise en charge économique dans la communauté : du théorique à la pratique». Colloque, *Mobilisations collectives et stratégies individuelles chez les francophones du Canada*. 12 mai, 2011, ACFAS, Sherbrooke.

Daveluy, Michelle et Gabriel Asselin (2010) «Francos in Fort McMurray and Cold Lake: contributions, challenges and concerns». Colloque, *Unwrap the Research in Fort McMurray*, 23 octobre 2010, Fort McMurray, Alberta.

Daveluy, Michelle. (2011) «La cohabitation des franco-mobiles dans le nord de l'Alberta». Colloque, *Cultures, subjectivités, espace public*, CELAT (Centre d'études sur la langue, les arts et les traditions), 31 mars 2011, Université Laval, Québec, QC.

Daveluy, Michelle. (2010) «De quel droit travailler dans l'industrie pétrolière? Les franco-mobiles de Fort McMurray». Colloque, *Annual Meeting of the Canadian Anthropology Society / Colloque annuel de la Société canadienne d'anthropologie*, 1^{er} juin 2010, University Concordia, Montréal, QC.

Daveluy, Michelle (2008) «Language, mobility, and (in)security : A journey through francophone Canada». Dans : *Social Lives in Language - Sociolinguistics and Multilingual Speech Communities: Celebrating the Work of Gillian Sankoff* (sous la direction de Naomi Nagy et Miriam Meyerhoff). Amsterdam : John Benjamins, pp. 27-42.

Heller, Monica et Lindsay Bell (à paraître 2011) «Frontiers and Frenchness : pride and profit in the production of Canada». Dans : *Language in Late Capitalism: Pride and Profit* (sous la direction d'Alexandre Duchêne et Monica Heller). Londres : Routledge.

Heller, Monica (2010) «The commodification of language», *Annual Review of Anthropology* 39 : 101-114.

Heller, Monica (2011) «Du français comme “droit” au français comme “valeur ajoutée” : de la politique à l'économie au Canada», *Langage et société* 136, 13-30.